



PEPS

POUR UNE ÉCOLOGIE
POPULAIRE & SOCIALE

Les cahiers de formation de PEPS n°2



Pour une Europe
des Peuples et du Vivant.
Justice sociale et écologique.

Maintenant !



0113

Avril 2024 - Prix libre



Pour une Europe des Peuples et du Vivant.
Justice sociale et écologique. Maintenant !

alternatives



autogestion

<http://alternatives-et-autogestion.org>

**l'Europe
n'est pas
une
question
de
frontières**

c'est un état d'esprit !

(110)



SOMMAIRE

Introduction :	1
1. Premier objectif : Une nouvelle vision de la construction européenne: le confédéralisme démocratique	4
Le pouvoir des sans pouvoir	5
Pour une Europe des biorégions contre la métropolisation	5
Pour rompre avec le fétichisme des frontières nationales et de la propriété privée, construire la Confédération Démocratique des Peuples d'Europe.....	7
2. Deuxième objectif : Pour une nouvelle stratégie, bâtir le pouvoir populaire constituant	8
Construire un bloc social et écologiste européen pour recomposer le paysage politique européen	8
La construction d'une contre-société européenne	9
De nouvelles alliances sociales et écologistes	9
Pour un communalisme européen	10
Pour un processus constituant, pour une Assemblée Constituante Européenne !	10
3. Troisième objectif : un programme de rupture	12
Pour une refondation sociale et écologique de l'Europe autour d'une société des communs et de la décroissance choisie.....	12
Pour la décroissance choisie et non subie	12
Pour une Europe des communs	13
Pour une Europe de la rupture écologique	14
Une Europe de la biodiversité et du Vivant	16
Mener une politique agricole commune écologique pour une alimentation de qualité	16
Construire une démocratie alimentaire en Europe	17
Une Europe contre la pollution	17
Pour une Europe de la santé : lutter contre la marchandisation pour un égal accès aux soins ; prévenir les maladies du "mode de vie"	18
Pour une Europe anti validiste	18
Pour une Europe de la diversité culturelle ; Pour la reconnaissance des communs culturels	20
Contre l'apartheid européen, pour le droit à l'hospitalité	21
Pour une Europe puissance de paix juste et durable. Pour un nouvel internationalisme	23
Pour la démocratie écologiste, contre l'État d'exception européen, la militarisation de l'Europe et les lobbies tous puissants	24
Pour un axe euro-méditerranéen fort ; Contre l'impérialisme russe	25
Agir sans nuire, une politique étrangère pour la sécurité collective et garantir la paix	26
Conclusion :	27



Introduction :

Les élections européennes de 2024 seront l'occasion, après la séquence électorale de 2022, d'une nouvelle phase de recomposition politique. Ceci, même si PEPS considère que les élections municipales de 2026 seront pour l'écologie de rupture, une occasion plus importante de recomposition politique à partir des communes. Les élections européennes devraient être l'occasion de tirer les leçons des crises politiques majeures qui se sont succédé en Europe depuis la précédente consultation: la guerre en Ukraine et le massacre des Palestiniens, la crise migratoire, la crise bioclimatique et la crise sociale, la pandémie.

Toutes ces crises ont en commun d'avoir révélé la fragilité de l'Union européenne en tant que construction institutionnelle, réduite la plupart du temps à être le véhicule des politiques de dérégulation. Or, à ce jour, l'offre politique d'une gauche et d'une écologie plus que jamais divisées se réduit à n'être qu'un tremplin pour les prochaines présidentielles. L'Europe vaut mieux que cette course de chevaux, cette compétition électorale qui ne débouchera le 9 juin prochain que sur de nouvelles désillusions.

Soixante-dix-neuf ans après la fin de la deuxième guerre mondiale et la défaite du fascisme et du nazisme, on assiste presque partout en Europe à la montée de l'extrême droite. Les forces qui la composent s'enracinent dans la société, formant des vrais mouvements populaires de masse, racistes et xénophobes, dont l'objectif déclaré est la défaite de toute résistance citoyenne, la marginalisation des "différents" et des personnes considérées comme les plus faibles, la préférence nationale, le négationnisme climatique. Elles ont acquis une influence de masse dans les classes populaires, qu'elles tournent systématiquement contre des boucs émissaires (les immigrés, les musulmans, les homosexuels, les handicapés...) ainsi que contre les mouvements sociaux, les organisations de gauche et écologistes, et les syndicats.

Après 1945, le projet européen était porteur d'espoir auprès des peuples, dans la mesure où ceux-ci l'investissaient d'une entente internationale pour le développement social, humain, environnemental et pour la paix, en référence aux deux guerres mondiales du passé suivies par la guerre froide. Depuis des décennies, la construction européenne n'a cessé d'être soumise à une orientation de plus en plus libérale, puis ultralibérale et sécuritaire, à une politique toujours plus rétrograde socialement et toujours plus répressive pour "ceux d'en bas". Le slogan de Margaret Thatcher - **"TINA" - "There Is No Alternative / il n'y a pas d'autres choix"** a été repris et martelé depuis lors, dans les discours et médias dominants. Pas d'autres choix que de comprimer les dépenses sociales et de privatiser les entreprises et services publics pour résorber les dettes. Pas d'autre choix que de remettre en cause la protection sociale pour être "compétitif". Pas d'autres choix pour réduire le chômage que de faciliter les licenciements, les emplois précaires, et la généralisation des "travailleurs pauvres".



Les États européens se sont appuyé sur les institutions financières de la mondialisation - FMI et Banque Centrale - et les traités de libre-échange pour protéger les firmes multinationales et empêcher toute solution de la crise climatique autre que celle des pétroliers, comme l'a montré la COP28.

Les partis et syndicats de gauche ont eu quasiment la même politique économique et sociale que la droite. En France de Mitterrand à Hollande, en Allemagne de Schröder à Scholtz, en Espagne de Zapatero à Sanchez, et tant d'autres "à gauche", y compris les partis Verts, ont mis tout leur poids politique pour convaincre l'opinion publique qu'il n'y a d'autre politique possible que celle voulue par la Commission Européenne, transformée en bras armé des États nations, sans contrôle citoyen. Après l'échec du projet de Constitution, l'UE a continué à fonctionner comme avant : poursuite de la libéralisation des services publics, coordination policière exacerbée contre les migrants... Les Macron, Meloni, Orban, et autres dirigeants européens, avec chacun leurs spécificités ultra libérales ou illibérales, n'ont fait que continuer dans la même voie :

- L'Union européenne s'est développée pour construire d'abord un grand marché, où prédominent actuellement les intérêts de l'oligarchie à travers le dumping social, la mise en concurrence des travailleuses et des travailleurs, la primauté de la libre circulation des capitaux, la fraude fiscale, l'écrasement des plus vulnérabilisés, à l'intérieur des États et entre eux.
- Partout en Europe, l'avènement d'une société du "**précarariat**", où chaque individu est appelé à être entrepreneur de lui-même, se manifeste par la paupérisation des populations, leur absence d'autonomie, la croissance des inégalités et une concentration sans précédent des moyens de production et de la richesse.
- La vision libérale et coloniale des rapports sociaux, fondée sur l'opposition entre les gagnants et les perdants de la mondialisation, les insiders et les outsiders, a invisibilisé tous ceux qui ne rentrent pas dans les logiques productivistes et capitalistes, les classes populaires et leurs conditions de vie et de travail de plus en plus fragiles partout sur le continent, et conduit à des milliers de morts chaque année en Méditerranée.
- Les lobbies productivistes et anti-écologiques n'ont jamais été aussi puissants que dans la dernière période : pesticides, surpêche, accélération du dérèglement climatique, pollutions chimiques industrielles, agro-business, attaques contre la santé environnementale. Sur tous les terrains les reculs sont sensibles.

Dépasser et déconstruire les faux clivages, sortir du dogmatisme euro-béat.

Être pour ou contre l'Europe est un faux débat. Les débats sur l'Europe sont depuis des décennies des débats convenus, fondés sur des clivages dans



lesquelles nous ne nous reconnaissons pas, à commencer par le premier d'entre eux entre **"pro"** et **"anti européens"**.

Ce faux dilemme empêche toute approche nouvelle centrée, non autour du seul rapport entre la France et l'Europe, mais entre l'Europe et le monde tel qu'il est devenu. Si l'Union européenne continue dans l'état, elle n'aura qu'un sombre avenir. Sa survie dépend de la capacité des peuples européens à remettre en cause ses fondements, à construire une autre orientation. Sortir du dogmatisme européiste suppose de déconstruire le discours des élites qui estiment que la seule Union qui vaille est celle du libre-échange au service de la finance et contre les biens communs. Refuser le cadre institutionnel de cette Union ne fait pas de toutes celles et tous ceux qui le contestent des anti-européens. De même celles et ceux qui transforment l'Europe en un fétiche pour défendre la concurrence libre et non faussée ne sont pas des "pro-européens" mais des promoteurs du capitalisme mondialisé.

Ne demandons plus l'Europe sociale, accédons à la citoyenneté sociale et à la démocratie sociale européenne en nous fédérant par le bas !

La construction d'une Europe "par en bas" implique de dépasser le débat entre les partisanEs de la sortie de l'Europe et celles et ceux d'une **"autre Europe"** qui, par magie, renverseraient dans les urnes la majorité néolibérale actuelle. L'Europe sociale est aujourd'hui un leurre. Pour rompre avec cette logique libérale, il faut que nous revendiquions dans chaque pays une décroissance choisie, construite autour d'un protectionnisme solidaire européen, d'une relocalisation de l'économie encadrée dans la vie de tous les jours, d'une harmonisation des politiques sociales et fiscales, d'une planification écologique à partir de biorégions et des bassins de vie, de la généralisation des communs, de l'extension de la gratuité, du partage de la richesse, d'une écologie des revenus avec un minimum et un maximum décent.

Face à une Europe devenue prisonnière du néolibéralisme qui, comme en Grèce, a conduit à des désastres sociaux et qui, en Méditerranée, condamne les migrants à la mort en mer ou dans le désert, en tant qu'européens convaincus du déclin des états-nations, nous affirmons :

Pour faire l'Europe, il faut non seulement défaire les actuelles politiques de l'Union Européenne, mais la reconstruire en tant que projet confédéral démocratique qui parte du commun, de la diversité et des besoins des peuples d'Europe. La Commission Européenne, soutenue par les états - nations est en train de construire un État fédéral. C'est tout le contraire qu'il faut développer : une **Confédération Démocratique des Peuples d'Europe**. Tel est notre projet.



Notre projet européen définit quatre objectifs :

- **Développer une nouvelle architecture européenne fondée sur les bio-régions et les bassins de vie** des femmes, des hommes et enfants, les Assemblées des peuples et le Confédéralisme Démocratique. Le confédéralisme européen est le fondement d'un nouveau récit : celui d'une Europe du tout-monde, basée sur la Seconde Commune.
- **Présenter une stratégie pour la refondation de l'Europe** : construire un bloc social écologiste européen, désobéir aux Traités, construire le pouvoir populaire et le communalisme européen.
- **Proposer un programme alternatif de rupture pour l'Europe** : une Europe du mieux vivre, des communs, et de la décroissance choisie, une Europe écologique, une Europe de l'hospitalité, une Europe de l'égalité réelle, une Europe de la paix juste et durable.
- **Sortir l'Europe de son économie et sa posture coloniale**, s'inspirer de l'expérience des autres peuples et réparer les dégâts causés par 500 ans de colonialisme. **Combattre le projet identitaire d'une Europe Blanche impérialiste** pour construire un continent cosmopolite ouvert sur le monde, sans frontières pour les personnes, sans hiérarchisation de vies basées sur une vision utilitariste des personnes, mais dans une perspective humaniste.

1. Premier objectif : Une nouvelle vision de la construction européenne: le confédéralisme démocratique.

L'Union européenne n'a pas su se dépasser autrement qu'en produisant un appareil bureaucratique. Le Conseil ou Sommet européen donne les grandes orientations. Elles sont ensuite examinées par la Commission qui, elle seule, possède le monopole des propositions de lois et de règlements. Les commissaires sont nommés par les gouvernements. Les débats de la Commission sont confidentiels ; celle-ci exécute et gère les politiques communes, comme la PAC, la politique économique et la politique sociale. Elle veille au respect de la concurrence « libre et non faussée ». Le Conseil des ministres, composé d'un ministre par État pour chacune des thématiques, se réunit à huis clos. Le Parlement européen, seule instance élue au suffrage universel, est celle qui a le moins de pouvoirs. L'Union Européenne organise de fait la régression démocratique des sociétés qui la constituent.

Il s'agit de repenser l'Europe en brisant son carcan institutionnel et en la refondant à partir des habitantEs (1). L'objectif n'est pas une sortie de l'Europe pour se replier sur des États-Nations affaiblis et bien souvent impuissants, mais de pouvoir articuler le local, le national, le régional européen » et le

[(1) PEPS adopte l'écriture inclusive proposée par les camarades qui nous ont alerté sur la difficulté de la lecture pour ceux et celles qui ont des déficits visuels. La majuscule E évite l'utilisation du point ; cependant nous sommes obligéEs de simplifier les terminaisons finales de façon à ce que cela reste compréhensible ; par exemple, citoyen intégrant l'inclusion devient citoyenEs; et ce sera le cas aussi pour des mots féminins qui naturellement ne se terminent pas E. Cela simplifie la lecture et oblige à faire un petit pas de côté quant à la grammaire française.]



mondial en respectant le principe de subsidiarité. Le principe de subsidiarité comporte deux éléments :

- Le premier, pour que les décisions se prennent au niveau où se pose le problème : un ruisseau avec la commune, une rivière avec le ou les départements, un fleuve avec une ou des régions, et la politique globale de l'eau au niveau de la nation.
- Le second, le principe de solidarité est indispensable pour éviter tout déséquilibre. Donc les régions riches aident financièrement les plus pauvres, le continent pour les îles ou les régions côtières etc.

Le pouvoir des sans pouvoir : la refondation commence par chaque femme, chaque homme et chaque enfant. Les limites de l'Europe viennent de ses origines. L'Europe a été le produit d'une révolution par en haut : celle des puissances de l'argent et de la technocratie.

Aujourd'hui, c'est la loi du plus fort qui domine, c'est-à-dire, en régime capitaliste, celle des pays les plus puissants économiquement. C'est pourquoi se donner pour stratégie d'organiser le pouvoir constituant par le bas, c'est construire la confédération des communs en commençant par le développement d'un mouvement social européen. Pour rompre avec cette Europe de la domination, seule est viable **la construction par le bas d'un système d'autogouvernement au niveau local** (communalisme), **régional** (biorégionalisme) et **confédéral** (paneuropéen). Si de nos jours cela relève d'une utopie, le regain des demandes de souveraineté en Europe (*Catalogne, Pays basque, Ecosse, Irlande, Corse...*) ne peut que nous inciter à chercher une nouvelle voie déjà explorée au Chiapas, au Rojava ou sous d'autres formes en Bolivie (*État plurinational*). Ce qui se cherche à travers ces expériences, c'est une forme d'administration politique non étatique, démocratique et écologique, abolissant la seule et unique vision d'un gouvernement gestionnaire inscrit dans la verticalité, c'est-à-dire un pouvoir institué par le haut basé sur le patriarcat, le validisme, et le néocolonialisme.

Pour une Europe des biorégions contre la métropolisation.

Pour les écologistes, la souveraineté européenne ne se construira que par les habitantEs, à partir de leurs bassins de vie, en rendant effective la décision et sa mise en œuvre au plus près de leurs besoins. Dans ce sens, nous proposons que soit institutionnalisé le principe de biorégions, pouvant faire l'objet de traités multilatéraux entre les Pays membres de l'Union Européenne. Ces biorégions, organisées autour d'institutions locales, régionales ou intercommunales, pourraient se doter d'un statut juridique leur permettant de mettre en place des projets communs de développement soutenable et pérenne.

Les biorégions correspondent territorialement aux bassins-versants des fleuves européens (*Danube, Rhin, Dniepr, Loire, Pô, Tage, etc.*) **et de**



leurs affluents qui traversent le continent. Elles ne recourent donc pas les réalités nationales mais éco-systémiques.

La cohérence des environnements dans le système hydrographique des fleuves permet une réelle politique écologique à l'échelle de larges territoires. Ces biorégions seront les chevilles ouvrières de la restauration écologique des écosystèmes détruits par l'extractivisme, l'élevage intensif, l'étalement urbain, la pollution, la chasse de loisir, la pêche intensive, l'agriculture industrielle et les coupes rases dans les forêts.

Grace à des politiques de ré-ensauvagement progressifs des espaces, une planification socialement juste de la désindustrialisation de l'agriculture et de la pêche, une gestion cohérente de l'eau nécessaire pour faire face aux inondations et sécheresses extrêmes et pour assurer la ressource en eau potable.

C'est également à l'échelle de ces territoires que pourront être réfléchis politiquement de nouveaux rapports entre les être humains et les autres vivants, notamment conscients, au-delà de la simple et indispensable abolition de l'élevage industriel. Les débats sur l'élevage dans son ensemble, tels qu'ils sont portés par de nombreux militants écologistes anti-spécistes, doivent avoir lieu dans un tel cadre où l'on veillera démocratiquement à l'équilibre écologique de décisions allant dans un sens ou un autre. L'échelle d'état-nation empêche totalement ces débats, en les déportant sur le champ fantasmé de l'identité culturelle, protégeant ainsi l'économie industrielle de la production alimentaire. Une démocratie écologique doit être construite pour avoir un cadre de décision et de discussions sérieux, où ce sont les industries productivistes qui sont mis en cause et pas les individus, qu'ils soient paysans ou consommateurs.

Une biorégion correspond à une entité spatiale cohérente, traduisant une réalité géographique, sociale et historique. **Une biorégion est constituée d'un ensemble complexe de systèmes territoriaux locaux, dotée d'une forte capacité politique, elle vise à l'auto-soutenabilité écologique et durable.** Les biorégions ont des tailles extrêmement variables, tant spatialement qu'en termes de peuplement. Leur cohérence repose sur l'eau qui irrigue un territoire, et donc le climat et la biodiversité qu'on y trouve en termes de faune et de flore.

Elles permettent de penser la politique en tant qu'habitantEs d'un espace qui n'est pas seulement façonné par la main de l'homme et du marché, mais aussi par les éléments et les autres espèces vivantes. La démocratie écologique ce n'est pas faire semblant de donner la parole à des chevaux ou des libellules. C'est, d'abord, construire des entités politiques pour réfléchir à notre impact environnemental sur un espace cohérent écologiquement. La démocratie s'y exprimera comme partout ailleurs, par des assemblées très locales et des macrostructures confédérales gérées par mandats impératifs. Plus une entité démocratique est petite, et donc directement contrôlable par



les citoyenEs, plus ses domaines de souveraineté sont restreints.

La biorégion, est l'échelon à partir duquel la planification écologique peut s'organiser, permettant un contrôle démocratique du principe de subsidiarité. La biorégion intègre les domaines économiques (*système local territorial*), politiques (*autogouvernement*), environnementaux (*écosystème territorial*) et d'habitation (*lieux fonctionnels et lieux de vie dans un ensemble de villes, bourgs et villages*). Elle peut être aussi définie comme **un système socio-territorial qui cultive un équilibre dynamique entre établissement humain et milieu ambiant**, rétablissant sous une forme nouvelle les relations de longue durée entre ville et campagne, pour atteindre l'équité territoriale. Faire du contexte écologique dans lequel nous vivons à l'échelle d'une biorégion, le lieu premier de la décision politique, est le premier pas vers une société qui repose à la fois sur le respect des éco-systèmes et des communautés humaines, non déterminées par les frontières nationales.

Pour rompre avec le fétichisme des frontières nationales et de la propriété privée, construire la Confédération Démocratique des Peuples d'Europe.

Tracer une perspective politique claire suppose un cadre institutionnel qui rompe avec la juxtaposition des États-Nations, chapeautés par la technocratie européenne et soumis aux pouvoirs des marchands et des banques. Dépasser cet état de fait suppose de penser l'Europe comme une coalition à géométrie variable qui intègre États, bio-régions, régions ultra périphériques, citoyenEs européenEs non- nationaux, résidentEs à égalité de droits. Ce que démontrent la Catalogne, mais aussi l'Ecosse ou la Corse, ou encore la situation des Roms ou des minorités nationales dans toute l'Union européenne, est l'incapacité des États-nations à gérer la question des peuples sans États. Ce n'est pas nouveau. Mais, avec la mondialisation, nous sommes rentréEs dans un processus de dépérissement de l'État-nation et d'effondrement des souverainetés populaires nationales. Parallèlement la mondialisation redéfinit les rapports sociaux en faisant apparaître de nouveaux acteurs globaux : les multinationales, les ONG, des institutions mondiales comme l'OMC, le FMI, la Banque mondiale mais aussi les peuples qui luttent contre l'extractivisme, la déforestation, pour l'accès à leurs droits.

Si, en tant qu'écologistes de rupture, notre objectif ne peut être que la construction à long terme d'une Confédération Démocratique des Peuples Européens dans le cadre d'un monde solidaire et d'entraide, la nécessité d'une rupture avec l'institution européenne telle qu'elle est aujourd'hui s'impose. La question institutionnelle est primordiale. Viser à un confédéralisme démocratique fondé sur une citoyenneté européenne redonnerait à l'idée européenne la crédibilité politique qu'elle a perdue. Il est temps de redonner à l'idée européenne une impulsion politique décisive par en bas. La défense de la souveraineté populaire passe par la promotion du



communalisme et la mise en réseau de villes ou territoires rebelles. C'est un des outils pour répondre aux aspirations à la souveraineté et à l'autonomie des peuples. Sans préempter le nécessaire débat institutionnel, cette confédération pourrait reposer sur trois piliers constitutifs :

- **Le Parlement Européen**, qui dirigerait politiquement la Confédération et mandaterait des responsables révocables à tout moment pour appliquer les politiques publiques de la Confédération. Une partie de ces parlementaires serait issu des parlements nationaux pour articuler les politiques nationales et européennes et l'hypocrisie des États qui se défaussent de leur responsabilité sur l'Europe.
- **Une Assemblée des Peuples sans États**, regroupant des représentants des peuples d'Europe non représentés (*Ecosse, Pays de Galles, Catalogne, Pays Basque, Galice, Wallonie, Bretagne, Corse, Alsace, Savoie...*), des peuples du voyage (*Roms, Tsiganes*), des diasporas de l'immigration non européenne avec ou sans papiers.
- **Une Assemblée des biorégions**, regroupant les délégués, issus de ces ensembles bio-géo-climatiques, chargés notamment de défendre les écosystèmes et le vivant. Cette Chambre serait organisée sous forme de tirage au sort, sur le modèle de la Convention Citoyenne sur le Climat.

Pour concrétiser immédiatement ce confédéralisme européen, nous demandons l'institution immédiate d'une carte d'identité européenne pour les résidents et peuples sans État, des voyageurs (*Roms, Tsiganes...*), pour les migrants extracommunautaires.

2. Deuxième objectif : Pour une nouvelle stratégie, bâtir le pouvoir populaire constituant.

Construire un bloc social et écologiste européen pour recomposer le paysage politique européen.

Pour qu'une nouvelle offre politique puisse se constituer, il faut partir des mouvements réels au niveau européen et de leurs aspirations : les mouvements écologistes, les minorités nationales, les mouvements sociaux contre l'austérité. Depuis 30 ans les mouvements sociaux européens n'ont cessé de constituer une Europe de la rupture : les marches des chômeurs et des précaires, les luttes des migrants et des sans-papiers, les grèves féministes, les Forums Sociaux mondiaux et européens, les mouvements des Places, – des Indignados à la Place Syntagma, de Nuit Debout aux Gilets Jaunes –, les manifestations anti guerre d'Irak ou de Palestine, les marches des jeunes pour le Climat, les actions de désobéissance civiles des personnes handicapées en lutte contre le validisme.

Ce cycle d'un Cosmopolitisme européen insurgé n'est pas terminé. Mais il faut aller plus loin en le transformant en stratégie politique européenne.



La construction d'une contre-société européenne.

Édifier une fédération de mouvements sociaux et écologistes ne se fera qu'à partir de l'existence d'un espace public commun. En Italie à travers les Centres sociaux, en Espagne à travers les mouvements communalistes et de défense des peuples basques, catalans, galiciens..., en Allemagne sur la scène alternative et antifasciste et antinucléaire, à l'Est dans la lutte anticorruption, se construit une contre-société européenne. Les nouveaux mouvements, comme les ZAD, ont su créer un espace commun où circulent idées, imaginaires, militant-e-s, méthodes, luttes. Cette contre-société passe par la constitution de plateformes communes et d'initiatives communes transeuropéennes. Cette contre société doit construire une coalition des mouvements sociaux et écologistes en se dotant d'un programme de limites dans tous les domaines qui partent des besoins (*autosuffisance alimentaire, logements, santé, éducation, droit à la vie autonome et l'accessibilité, et formation...*) c'est-à-dire en partant des gens et dans la prise en compte de la sortie du productivisme. Besoin n'est donc pas synonyme de demande sociale.

De nouvelles alliances sociales et écologistes

Ce nouveau rapport de forces européen passe notamment par de nouvelles alliances entre les classes moyennes issues du secteur public et des secteurs des nouvelles technologies du privé, du mouvement de la jeunesse en formation et des quartiers populaires. Nous avons un besoin urgent de tisser des liens politiques entre les groupes sociaux divisés au sein d'un même pays et au niveau de l'Union. Après les crises, les forces politiques organisées en Europe apparaissent hors-sol. Dans nombre de pays, écologistes sociaux, écosocialistes, objecteurs de croissance, partisanEs de la justice environnementale, zadistes, libertaires et autonomes ont tissé des liens dans les luttes. Nous devons renforcer ces liens et faire émerger une coordination politique de l'écologie populaire et sociale au niveau européen, qui travaillera avec les forces politiques qui se reconnaissent dans la désobéissance aux Traités européens et les mouvements sociaux écologistes anticapitalistes internationalistes et parfois indépendantistes comme la CUP ou le Sinn Fein.

Les mouvements politiques européens doivent se retrouver à partir de projets de société identifiables par les peuples. De cette recomposition doivent émerger des forces politiques nouvelles correspondant à l'attente des citoyenEs européenEs. L'exigence démocratique, qui se conjugue avec la révolution numérique, entraîne et accélère la fin des vieilles formes de la politique. L'enjeu, et l'avenir, est dans la construction de mouvements politiques de masse liés aux révolutions numériques, écologistes, féministes, internationalistes et décoloniaux. Ces mouvements sont à la fois sur les places et sur les réseaux, s'organisant dans l'horizontalité.



Pour un communalisme européen.

Les élections municipales en Europe ont fait émerger un réseau de villes rebelles qui s'est réuni plusieurs fois à Barcelone. Ces villes rebelles dessinent un contre-pouvoir à tendance communaliste en Europe, tout en modifiant en profondeur les méthodes de gestion municipale, en revendiquant des pouvoirs étendus face aux États nations, en tentant de construire des institutions du commun permettant une implication active des citoyens.

Ce nouveau pouvoir démocratique en gestation pourrait définir les nouvelles caractéristiques d'une citoyenneté européenne déliée des déterminations nationales.

Le communalisme permettra de mettre en œuvre une démocratie active autour d'assemblées populaires citoyennes mandatées pour formuler des stratégies de subsistance socialement acceptables et renforcer les politiques basées sur les limites écologiques, l'égalité et le bien-être pour tous. Pour construire ce communalisme européen, il faut s'appuyer sur les réseaux existants qui ont déjà anticipé ou qui pourraient partager ce scénario, et qui pourraient initier des campagnes ou se joindre à sa mise en œuvre : notamment les "villes rebelles", le Réseau municipal contre la dette illégitime et les réductions fiscales dans l'État espagnol (*Manifeste d'Oviedo*), les réseaux Via Campesina, les réseaux et campagnes des luttes féministes, les réseaux des travailleuses et travailleurs précaires, les grèves transnationales, les réseaux syndicaux. Il s'agit de développer un "**réseau de réseaux**", afin de faciliter le partage et mutualiser les savoirs, les informations et les débats.

Pour un processus constituant, pour une Assemblée Constituante Européenne ! L'Union européenne, on la change ou on la combat ! Le Pouvoir constituant européen sera le produit de la désobéissance citoyenne aux Traités.

19 ans après les referendums français et irlandais, 8 ans après l'échec de Tsipras en Grèce, c'est la même illusion qui a conduit à la même défaite. L'erreur de la gauche européenne, écologistes compris, a été de considérer qu'un pouvoir constituant doit être issu nécessairement des élections au Parlement européen ou de l'adoption d'une Constitution européenne. Dans le basculement historique, à la fois géopolitique, bioclimatique, et de régression sociale, le mouvement social doit d'abord se doter d'une stratégie. Car, dans le passage de l'Europe actuelle à une autre Europe, il n'y a pas de continuité possible; une rupture est nécessaire. C'est pourquoi nous considérons qu'il faut deux fers au feu : un Plan A et un Plan B. Les formations politiques ont abandonné dans les faits cette stratégie. Pourtant si le Plan A correspond à un mouvement social écologiste ayant institué une nouvelle hégémonie en Europe, il ne peut exister aujourd'hui sans une rupture réelle avec les traités. Il nous faut donc un Plan B conséquent qui passe par une mobilisation sociale



capable de bloquer l'application des Traités européens. Le Plan B, ce n'est pas la régression nationaliste par une sortie de l'Euro et le retour au franc, c'est l'organisation de la désobéissance de populations et des États. Cette désobéissance aux Traités est la condition préalable à l'émergence d'un pouvoir constituant.

La désobéissance européenne comporte deux niveaux, défensif et offensif. Elle englobe :

- La désobéissance aux traités européens et le respect des droits humains fondamentaux inscrits dans de multiples textes, en particulier de droit international.
- Le non-paiement de la part de la dette publique, illégale, illégitime, odieuse et insoutenable par un Comité d'Audit, tel qu'il a été réalisé en Grèce.
- Le contrôle des capitaux notamment comme mesure défensive contre le chantage de la BCE.
- L'arrêt des privatisations des biens communs et l'annulation de celles qui ont déjà été réalisées.
- Le refus de transposition de directives contraires à l'intérêt général (*par exemple, la directive 2001/18 sur les OGM, la directive postale...*).
- Le refus d'abonder le budget communautaire lorsque ces fonds sont utilisés pour mener des politiques libérales.

La désobéissance européenne offensive correspond à la nécessité de ne plus seulement résister, mais d'inverser la tendance et de mettre en œuvre des politiques émancipatrices contrariées par l'Union. Ceci inclut notamment la mise en œuvre de mesures fiscales redistributives, la fin de la gestion d'apartheid des migrations, l'instauration d'un protectionnisme écologique et social, un paquet législatif anti-délocalisation.

C'est pourquoi nous devons nous battre pour laisser les citoyens décider des débats cruciaux.

Nous devons faire campagne pour 'une initiative citoyenne contraignante : un million de personnes en Europe doivent pouvoir imposer une initiative législative ou bloquer une mesure antisociale.

Avec le plan B nous devons envisager de nous mettre dans l'illégalité vis-à-vis du droit communautaire, par le refus de payer des astreintes en dépit des condamnations qui ne manqueront pas d'arriver. L'article 11 de la Constitution



française stipule qu'il est possible de **"soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique ou sociale de la nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions"**. Les décisions fondamentales sur l'avenir de l'Union européenne doivent être soumises à référendum dans chaque pays membre. La question centrale n'est pas de construire des institutions, mais de savoir comment reprendre le contrôle de nos vies.

La Terre est notre seul pays. L'Humanité et le Vivant, nos seules patries !

3. Troisième objectif : un programme de rupture

Pour une refondation sociale et écologique de l'Europe autour d'une société des communs et de la décroissance choisie.

Face à la montée de périls, toujours la même rengaine : les tenants du "tout continue comme avant" nous vantent l'écologie cosmétique du "développement durable", de la "croissance verte", de l'économie prétendument "circulaire" d'un côté; et de l'autre une fuite en avant, dans un délire techniciste, la sur artificialisation, l'exploitation de nouveaux espaces — les mers, les astéroïdes —, les promesses transhumanistes. En réalité une seule et même logique, avec tout au plus une différence de rythme dans la destruction. L'expression de quatre décennies du développement durable est limpide. Il suffit de considérer en parallèle la courbe qui figure la croissance de nos activités économiques et celle de la perturbation du système Terre : le maximum de ces courbes correspond aux décennies de "développement durable" !

Nous n'avons plus de temps à perdre. L'alternative est claire : s'organiser pour rectifier la trajectoire et revenir au respect des limites planétaires, ou assister impuissants au choc accéléré, c'est-à-dire à des effondrements en chaîne. La décroissance choisie c'est maintenant !

Pour la décroissance choisie et non subie

Le chaos climatique actuel et l'effritement de la toile de vie dont dépend notre société, constituent une menace existentielle pour la paix, la sécurité hydrique et alimentaire, ainsi que la démocratie. Passer à une économie post-croissance, ce n'est pas seulement survivre, c'est aussi prospérer. Cela appelle une réduction démocratiquement planifiée et équitable de la production et de la consommation, que nous appelons "décroissance choisie", dans les pays qui outrepassent leurs ressources écologiques. Dans le contexte des pays à revenu élevé, une empreinte réduite ne signifie pas une dégradation des conditions de vie. Les politiques de suffisance axées sur la



sobriété, la réduction des ressources et la réduction du temps de travail peuvent augmenter considérablement le bien-être et réduire les pressions environnementales, ouvrant la voie vers une prospérité durable sans croissance. Afin d'assurer la meilleure qualité de vie avec l'empreinte la plus faible, nous devons complètement changer les objectifs et les règles du jeu économique. Dans une économie post-croissance, l'économie serait remise à sa juste place : encadrée dans les besoins de la société et non comme dogme institué en surplomb, justifiant la transformation de la moindre demande sociale en marchandise. L'accent mis actuellement sur la croissance quantitative serait remplacé par l'objectif de prospérer dans une économie distributive, une économie qui offre un bien-être qualitatif en répondant aux besoins de tous, dans la limite des ressources d'une planète vivante.

Des politiques publiques de décroissance choisie fondées sur les principes de :

- **Biocapacité** : suppression progressive des combustibles fossiles, limitation de l'extraction des matières premières et mesures de protection et de restauration de la nature pour des sols, des forêts et autres écosystèmes marins et terrestres sains et résilients. Par exemple, une loi pour un rapport juste et résilient aux ressources, comprenant un objectif contraignant de réduction de l'empreinte matérielle et une restauration réelle de la nature basée sur des zones.
- **Égalité** : instruments fiscaux pour favoriser une société plus égalitaire en éliminant les extrêmes de revenu et de richesse, ainsi que les super-profits. Par exemple des revenus minimum et maximum.
- **La refondation de la politique agricole commune pour garantir l'autosuffisance alimentaire**, à travers la relocalisation de la production agricole et le soutien à l'agriculture écologique et paysanne.
- **Une rupture avec la politique de mégapoles** qui organise la mise en concurrence des territoires.

Nos exigences :

- **L'inscription du respect des limites planétaires** dans les traités européens, entraînant la suppression de l'objectif de "croissance".
- **L'abandon du PIB comme indice de référence** et l'introduction de l'évaluation des politiques publiques européennes sur d'autres critères en imposant des Indicateurs de progrès humain.
- **La création d'une sécurité sociale écologique** : dispositif européen mutualisé pour permettre la reconversion écologique des travailleurs dont les activités vont être transformées.

Pour une Europe des communs

L'air, l'eau, l'alimentation, le vivant, la santé, l'énergie, la monnaie ne sont pas des marchandises. Ils doivent être gérés démocratiquement et leur accès garanti à tou.te.s. Le droit de propriété doit être soumis à l'intérêt général, la



propriété commune protégée et les services publics développés.

Nos exigences :

- **Faire de l'énergie un bien commun** en garantissant l'accès en fonction des besoins de chacunE et en assurant la gestion publique. La précarité énergétique en Europe concerne près de 8 % de la population. Soit 35 millions de personnes.
- **Arrêter la privatisation et la destruction des services publics** nécessaires à la transition énergétique (*train, barrages hydroélectriques, etc.*).
- **Faire de l'accès à une alimentation saine et pérenne**, un droit fondamental plus large que le droit à l'alimentation existant aujourd'hui dans le cadre des droits humains en sortant l'alimentation des accords de l'OMC.
- **Faire du droit à l'eau un droit fondamental en Europe et instaurer la gratuité de l'accès aux m3 vitaux**, à des fontaines et à des bains douches. Définir les paramètres et nouveaux seuils de conformité sanitaire sur l'eau du robinet.
- **Faire de la gratuité l'axe du bien-être pour tous** : accès sécurisé aux infrastructures essentielles via des services publics améliorés. Par exemple, l'accès à des services de base universels gratuits (*y compris les droits humains à la santé, au transport, aux soins, au logement, à l'éducation, à l'égalité des sexes, à la protection sociale etc.*), des garanties d'emploi, le contrôle des prix des biens et services essentiels, l'interdiction de la publicité lumineuse qui consomme de grande quantité d'énergie et pousse au consumérisme.
- **Adoption d'un statut des biens communs naturels**, pour l'air, l'eau, les forêts, les montagnes, les mers, la terre.
- **Interdire la brevetabilité du vivant.**
- **Développer dans toute l'Union Européenne le modèle des coopératives** à but non lucratif et favoriser l'autogestion.

Pour une Europe de la rupture écologique.

Face au désordre et au chaos du monde, il s'agit de redonner une perspective à l'Europe: celle de fédérer un mouvement mondial de la justice climatique. Réduire de moitié les émissions mondiales de CO2 d'ici à la fin de la prochaine décennie exige une rupture rapide. Avec nos modes de vie actuels, nous ne réduirons pas de moitié en une décennie, par la technologie, les 80% d'énergie fossile qui couvrent nos besoins mondiaux en énergie primaire. L'iceberg est désormais en vue. D'aucuns veulent ralentir, d'autres accélérer. Nous proposons de mettre tous les moyens dont nous disposons encore pour inverser la trajectoire et pour organiser une société de résilience.



Il n'y a pas de planète B. Les capitalistes mettent en danger nos vies à toutes et tous. Il est temps de les en empêcher. L'Europe expose les limites planétaires. Nous consommons l'équivalent de 2,8 planètes par an. Pour rompre avec le projet européen libéral productiviste. **Nous devons instaurer un Traité Européen du climat qui soit un Traité de rupture écologiste avec les politiques climaticides.**

Nos exigences :

- **Abandonner le marché carbone** qui consiste à acheter le droit à polluer. Le remplacer par des interdictions et taxations sur les grands pollueurs...
- **Revoir à la hausse les objectifs de réduction** des émissions de CO2 adoptés lors de la COP 21, pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 (*émissions de gaz à effet de serre inférieures à ce que l'écosystème peut absorber*). Porter, au minimum, **la part d'énergie renouvelable à 45% et améliorer l'efficacité énergétique de 40%** en 2030 au niveau européen.
- **Supprimer les subventions directes et indirectes accordées aux énergies fossiles** (*pétrole, gaz, charbon, gaz de schistes*) et interdire toute nouvelle exploitation d'énergies fossiles dans l'UE.
- **Proposer un plan européen de sortie concertée du charbon et du nucléaire** dans l'UE pour aller vers 100% d'énergies renouvelables en 2050. **Établir un moratoire européen sur l'ouverture de toute nouvelle centrale. Mettre fin à l'évaluation par les pairs entre hauts fonctionnaires**, au profit d'une directive contraignante en matière de sécurité nucléaire. **Dissoudre Euratom**, qui promeut le nucléaire aux frais des contribuables européens, y compris de pays non-nucléaires.
- **Voter une fiscalité carbone et kérosène. Mettre en place une taxe carbone** aux frontières de l'Union Européenne, sans dérogations, pour favoriser les productions écologiques et de proximité.
- **Élaborer un plan européen de recours obligatoire au transport ferroviaire de fret** sur longue distance dans toutes ses composantes (*wagons isolés, trains entiers, transport combiné classique, ferroutage lorsque celui-ci est pertinent*) et plus généralement de report modal de la route vers les modes moins polluants.
- **Soutenir la proposition d'un tribunal international de justice climatique** et contre les écocides (*crimes écologiques*) pour juger États et multinationales.
- **Directive européenne sur le principe de non-régression du droit de l'environnement**, stoppant les remises en cause actuelles, notamment de la participation du public aux décisions ayant un impact sur l'environnement.
- Prévoir la révision des règlements et directives sur les substances chimiques afin de **garantir le plus haut niveau de protection sanitaire et environnemental.**



Une Europe de la biodiversité et du Vivant.

- **Adopter un plan de sauvegarde pour la biodiversité** en Europe, intégrant la protection des abeilles et oiseaux, la gestion durable des forêts et la préservation des forêts primaires, comme meilleure manière de stocker le carbone dans les sols, ainsi que les trésors de biodiversité, notamment dans les outre-mer, pour enrayer la nouvelle vague d'extinction des espèces.
- **Interdire les perturbateurs endocriniens** par une définition stricte et des sanctions dissuasives.
- **Faire adopter une charte européenne des droits des animaux et lutter contre la maltraitance des animaux** : interdiction des élevages en batterie, limitation du nombre d'animaux par exploitation pour empêcher les fermes des 1 000 vaches, par exemple, interdiction des sévices sur animaux vivants.
- **Interdire les transports d'animaux vivants sur de longues distances**, entre États- Membres comme vers l'Union, ainsi que la production et la vente de fourrures.

Mener une politique agricole commune écologique pour une alimentation de qualité.

- **Développer l'agriculture écologique et paysanne** : transfert massif des subventions de la PAC vers les petites exploitations et l'agriculture bio, plafonnement des aides pour les grosses exploitations, renforcement des aides à la conversion vers l'agriculture bio.
- **Garantir des prix rémunérateurs aux paysans** : promouvoir les circuits courts, encadrer les marges des transformateurs et distributeurs, empêcher le dumping qui tire les prix et les revenus vers le bas.
- **Sortir des pesticides, des néonicotinoïdes et des OGM** : interdiction européenne du glyphosate et plan de sortie des pesticides, interdiction de la culture et de l'importation d'OGM, y compris OGM cachés. Si l'UE ne prend pas ces mesures, chaque Etat doit pouvoir les appliquer unilatéralement, y compris vis-à-vis des importations en provenance d'autres pays de l'UE.
- **Interdire les agro-carburants** qui entrent en compétition avec les usages alimentaires.
- **Interdire l'utilisation directe ou indirecte des aides de la PAC** pour exporter à des prix de dumping, notamment dans le cadre des accords de libre-échange, auxquels nous nous opposons.
- **Fermer les fermes usines** et passer de l'élevage intensif et industriel à une agriculture biologique et paysanne prenant en compte la condition animale et les protéines dans leur diversité.



Construire une démocratie alimentaire en Europe.

L'insécurité alimentaire selon la FAO concernait environ 8 millions de personnes en Europe, tandis que 7 millions seraient concernés par l'aide alimentaire. Cette situation existait avant le Covid. Elle s'est accentuée depuis. Nous devons réagir en assurant **la souveraineté alimentaire** : refus du modèle d'agro-business tourné vers l'export hors de l'UE, protection des productions agricoles européennes de qualité (*labels, appellations d'origine protégées non-reconnues par les accords de libre-échange comme le CETA*).

Cela ne suffit pas. Nous devons aussi :

- Ajouter un volet "**alimentation de qualité**" à la PAC pour en faire une politique agricole et alimentaire commune.
- Rompre avec le droit de la concurrence actuel pour pouvoir imposer **100% d'alimentation bio, locale**, et en proposant des repas végétariens, dans la restauration scolaire partout en Europe.
- **Lutter contre le gaspillage alimentaire** (*90 millions de tonnes de nourriture sont jetées et détruites chaque année en Europe, soit... 180kg par personne !*) par une directive organisant la répartition des invendus et les obligations de la grande distribution.
- **Interdire l'importation des produits issus de la déforestation**, et notamment de l'huile de palme destinée à la fabrication de carburants, le soja et autres céréales et légumineuses à destination du bétail européen.

Une Europe contre la pollution :

- **Demander la révision de la directive plastique, afin d'interdire tous les plastiques à usage unique**, sauf exception et de faire financer la dépollution plastique en mettant à contribution les entreprises responsables
- **Lancer un programme européen de dépollution des mers et océans** (*récupérations des déchets plastiques, équipements des littoraux en stations d'épuration, etc*).
- **Interdire les financements de la pêche au chalut** et de toutes les pêches qui ravagent les océans.,
- **Construire une Europe "Zéro déchets", par la réduction des déchets à la source** et le soutien à l'économie circulaire, avec recyclage, consigne ou compostage obligatoire, lutte contre le et l'obsolescence suremballage programmée. Interdire l'exportation de déchets européens hors de l'UE.



Pour une Europe de la santé: lutter contre la marchandisation pour un égal accès aux soins ; prévenir les maladies du "mode de vie".

Notre état de santé dépend de la qualité de l'air qu'on respire, de l'eau qu'on boit, des produits que l'on mange, de la salubrité de notre logement, du stress au travail, et de notre environnement. L'hypertension, le diabète, le cancer, l'obésité, l'asthme sont des maladies essentiellement liées au mode de vie. Entre un quart et un tiers des maladies contractées dans les pays du Nord sont dues à des facteurs environnementaux. Dans le Sud on crève de faim, dans le Nord on crève de malbouffe, Nous devons garantir le droit à la santé en liant santé et environnement, notamment par une directive Reach 2 contraignante, et en protégeant les systèmes de santé des États membres, en sortant des injonctions à la diminution des dépenses publiques.

Nos exigences :

- **Créer un Institut public européen de la recherche et du développement des médicaments.** L'Institut financera la recherche médicale de haut niveau. La recherche ne doit plus être laissée aux caprices des grandes sociétés pharmaceutiques en matière de profit, mais doit répondre aux besoins existants. Le résultat final, - les nouveaux médicaments, même contre les maladies que les géants pharmaceutiques considèrent comme "non rentables" -, deviendra un bien public, accessible à tous.
- **Relocaliser la production de médicaments** en Europe et **lever les brevets** sur les vaccins et médicaments.
- Encourager et aider les États membres à **garantir un accès universel aux services de santé**, y compris de santé mentale, co-construit avec les usagers.
- **Garantir l'accès sûr et gratuit aux produits hygiéniques et aux contraceptions.**
- **Interdire des substances et techniques dangereuses**, et leur importation, ainsi que tout soutien financier pouvant leur être apporté par les organismes publics européens.
- **Développer une politique européenne de la santé au travail ;** Reconnaître le burnout comme maladie professionnelle.
- Mettre au point **une nouvelle directive contre les rayonnements électromagnétiques.**

Pour une Europe anti validiste.

Sur 447,7 millions d'Européens, 87 millions de personnes vivent des situations de handicap à divers degrés en 2020. Le taux moyen d'activité pour les personnes en situation de handicap dans l'UE est de 52% contre 71,8% pour



les personnes valides, 30% des femmes et 28,1% des hommes en situation de handicap, âgés de 16 ans ou plus sont **menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale**. La lutte contre les discriminations en matière de handicap est donc une lutte essentielle, trop souvent minorée par les forces politiques. Pour défendre le droit des personnes handicapées en Europe et en France, nous devons disposer de directives qui puissent s'appliquer directement sans que cela dépende de la bonne volonté des États-nations quant à la retranscription en droit interne, comme c'est par exemple le cas avec la convention ONU des droits des personnes handicapées que la France a ratifiée, mais pour laquelle elle n'a toujours rien fait pour adapter le droit français à cette convention. Les 3 domaines les plus importants à mettre en avant sont :

- L'accessibilité du bâti, tant pour le logement que pour les établissements recevant du public, et l'accessibilité de la voirie et de l'espace public, ainsi que pour les transports ferroviaires et routiers pour lesquels il serait nécessaire d'avoir un cadre législatif et réglementaire unifié à l'échelle de l'Europe, avec des règles simples et clairement applicables. Pour le transport ferroviaire, il y a déjà la STI PMR, – réglementation européenne qui a apporté des améliorations –, mais c'est encore insuffisant.
- Des directives permettant d'exiger dans chaque pays des moyens adaptés suffisants pour la vie autonome (moyens humains, aides techniques et animalières, aménagements du logement et des véhicules, interprétariat LSF, questions organisationnelles), et une politique de fermeture de toutes les institutions dénoncées comme lieux de ségrégation par l'ONU, avec un échéancier clair quant aux différentes étapes de ces fermetures, en parallèle du développement des moyens pour la vie autonome.
- Des directives pour rendre effective la scolarisation de tous les enfants, – sans aucune exception –, dans le milieu ordinaire, donc contrairement à la France qui continue à avoir des établissements spécialisés, dénoncés comme des lieux de ségrégation, mais aussi des classes spécialisées qui restent des classes ségréguées. Tout cela passe par des effectifs réduits dans les classes, une réelle formation obligatoire de tous les enseignants avec le rapatriement des enseignants spécialisés dans l'école ordinaire, et cela passe aussi par sortir de la culture élitiste de l'école à la française pour construire une école qui permet à chaque enfant de grandir et d'apprendre à son rythme dans la coopération et sans compétition.



Pour une Europe de la diversité culturelle ; Pour la reconnaissance des communs culturels.

L'Union européenne depuis 1992 se voit conférer des compétences dans le domaine de la culture. Cette avancée a notamment vu le jour à l'occasion des débats sur l'exception culturelle, devenue "diversité culturelle, qui doit permettre notamment aux États européens de préserver leurs systèmes d'aides publiques au cinéma et à l'audiovisuel. Mais la diversité culturelle est menacée par le développement de la marchandisation de la culture et de la communication. C'est pourquoi nous devons continuer le combat pour que la culture, comme l'éducation, soient reconnues comme des biens communs. Luttons avec les artistes, les créateurs et les usagers de la culture pour que la culture comme l'éducation ne soient pas des marchandises.

Nos exigences :

- **Un plan européen de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme;** En France plus de 10 % de la population des plus de 16 ans est touché. Cela n'est pas tolérable.
- **Établir un réel statut commun pour tous les créateurs européens,** assurant le respect de leurs droits patrimoniaux et intellectuels (le "**droit moral**" en particulier) sur l'ensemble du territoire européen. L'UE développera également l'accueil des artistes persécutés dans le reste du monde.
- Garantir sans restriction **la liberté d'expression et de création pour tous les créateurs.** Aucun artiste ne sera impunément poursuivi ni menacé pour son travail (*notamment en veillant à faire disparaître toute forme de censure, publique ou privée*).
- **Développer un programme puissant de diffusion et de traductions** des œuvres européennes dans chaque pays d'Europe. Afin de muscler la cohérence culturelle de l'Union et de faciliter l'accès aux créations artistiques et intellectuelles, l'UE organisera la circulation la plus large des œuvres, par exemple en labellisant (*et co-finançant*) des salles de spectacle, cinémas, librairies, galeries et festivals. Une réflexion particulière sera entreprise sur les "**déserts culturels**". Au-delà, sera favorisé l'accès aux œuvres du monde entier pour tous les publics, notamment "**empêchés**".
- **Pour un Erasmus culturel :** Un effort reste à faire pour l'enseignement, dans chaque pays, des autres langues de l'Union, afin de développer la



compréhension, les échanges et la cohésion européenne.

- L'aide à l'enseignement et la création en langues régionales sera développée, ainsi que l'usage des langues d'immigration, chaque fois que possible.

Contre l'apartheid européen, pour le droit à l'hospitalité.

Les politiques xénophobes européennes ont entraîné la montée de l'extrême-droite partout sur le continent. En faisant de la question migratoire le critère essentiel de la "protection" des populations européennes contre la crise, elles créent des lois d'exception permanentes pour des millions de sous citoyens. Le tri entre réfugiéEs politiques et migrantEs économiques est aujourd'hui partout la règle. Il y aurait plusieurs catégories de résidentEs en Europe : les citoyenEs européenEs dits communautaires qui ont le droit de voter dans tous les pays de l'Union et les migrantEs extracommunautaires allant des bonEs aux mauvaiEs migrants, sans compter les gens du voyage qui en étant le plus souvent des citoyens européens sont considérés comme des sous citoyens. Une hiérarchie nauséabonde s'installe : il y a les bonEs migrantEs, par exemple les UkrainienEs, et les mauvais, qui viennent du Sud. Or les migrations ne sont pas sécables en tranches. Les migrations font partie intégrante de l'histoire de l'humanité. Le phénomène migratoire n'est pas conjoncturel. Il a toujours existé et il s'amplifiera à l'avenir. Les migrations concernent des centaines de millions de personnes.

Elles englobent non seulement les réfugiéEs de guerre, politique mais aussi les réfugiéEs climatiques et les réfugiéEs économiques. La distinction entre migrantEs et réfugiéEs apparaîtra à l'avenir de plus en plus dénuée de sens, en raison du chaos géopolitique entraîné par la crise climatique, écologique; l'appétit extractiviste et la mondialisation financière impliquant la misère et la guerre dans des zones de plus en plus grandes.

Les écologistes considèrent que les migrations sont un phénomène naturel qui durera et s'amplifiera, que ni les frontières, ni les murs ne peuvent arrêter ce droit imprescriptible à la libre circulation des humains. Notre politique de l'immigration doit se construire autour d'un projet de société fondé sur l'hospitalité et le cosmopolitisme, la liberté de circulation et l'organisation des conditions de la liberté d'établissement circulation, l'ouverture des frontières et le vivre ensemble. Il doit se construire sur la citoyenneté, c'est à dire non sur l'appartenance à une nationalité mais sur celle à un lieu de résidence



donnant des droits et des obligations. Ce projet est aujourd'hui minoritaire en Europe. Raison de plus pour politiser le débat sur les migrations autour des notions d'égalité et de démocratie. Contre les politiques xénophobes, il faut un discours d'hospitalité et de fraternité. Il s'agit de coordonner une politique migratoire reposant sur les droits humains. Nous devons inventer un droit positif de l'immigration à l'échelle de l'union européenne ce qui suppose la reconnaissance d'un statut constitutionnel et européen de l'immigration.

La crise des réfugiés est le produit direct de l'histoire coloniale et post coloniale des cent dernières années. Ce chaos régional trouve ses racines dans l'extractivisme, partie intégrante de la crise écologique. Pour piller les matières premières de ces pays, les puissances européennes ont tenu à bout de bras, durant des décennies, des monarchies du Golfe dépendantes de la rente pétrolière, tout en combattant toute velléité démocratique dans la région. Le soutien aux régimes dictatoriaux et autoritaires en Afrique, l'échange inégal au niveau commercial, la dette odieuse, les politiques d'ajustement structurel menées par le FMI et la Banque Mondiale, ont débouché sur un chaos politique en Afrique mettant à bas les États fragiles issus de la décolonisation

Réagir contre le racisme d'État et le racisme d'en haut, c'est proposer une politique qui instaure les deux principes fondamentaux de la liberté de circulation et d'installation des personnes: toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Le respect de ces principes suppose des politiques publiques d'accompagnement dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement qui permette une véritable politique d'accueil.

Nos exigences :

- L'application stricte de la Convention de Genève sur les réfugiés
- L'abrogation du règlement de Dublin
- L'abrogation du Pacte européen sur la migration et l'asile, voté le mercredi 10 avril 2024
- L'abolition de toute rétention administrative et la fermeture des centres de rétention
- La régularisation de tous les sans-papiers actuellement sur le territoire français avec carte de dix ans, l'arrêt des expulsions
- L'accès des migrants aux mêmes droits fondamentaux que ceux des



citoyens nationaux, et la ratification par la France de la Convention internationale de décembre 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

- L'abolition de Frontex, car ce système est mortifère et criminel. Établir des visas de transit pour les réfugiés, établir des procédures d'admission plus rapides.

Pour un réseau des villes refuges : En septembre 2015, les maires de Barcelone, Paris, Lesbos et Lampedusa lançaient un appel pour la constitution d'un réseau de villes-refuge, garantissant au niveau local ou municipal des conditions d'accueil décentes pour les exilés, migrants et demandeurs d'asile cherchant refuge en Europe. Ce réseau a émergé au moment où les valeurs de solidarité et d'hospitalité sont remises en question. Il permet de débattre, de la nécessité de repenser au niveau local les pratiques d'accueil des exilés et leur accès au territoire indépendamment des injonctions gestionnaires et sécuritaires.

Instituer une citoyenneté européenne fondée sur le principe d'hospitalité et la libre circulation des personnes :

- L'institution immédiate d'une carte de l'Union pour les peuples sans État, comme les Roms, les Tsiganes, les Manouches, les gens du voyage qui se définissent par la langue, le mode de vie et non par le sol ou le sang.
- L'instauration du principe de l'Égalité des droits civiques et politiques pour toutes celles et ceux qui résident en Europe, quel que soit leur origine.

Pour une Europe puissance de paix juste et durable. Pour un nouvel internationalisme.

Les crises européennes ont démontré au moins une chose : l'absence totale de solidarité entre les États de l'Union. L'incapacité à concevoir une politique commune est aujourd'hui un fait.

L'Union européenne se réclame de l'universalisme européen. En réalité, cet universalisme a été impérialiste, expansionniste et colonisateur. Il a servi à légitimer un système de domination des peuples et des ressources naturelles, qui a engendré les inégalités au nom de la "**modernité**". La défense de l'Occident est aujourd'hui le dernier argument du "**Choc des civilisations**" que nous refusons. Il ne prend en compte ni les peuples des Sud, ni les citoyens de l'Europe, ni la planète. Au contraire, l'intégration du monde au capitalisme industriel et financiarisé s'accompagne de leur destruction, au



point de compromettre les cycles fondamentaux de la nature. C'est pourquoi nous défendons un nouvel internationalisme fondé sur le cosmopolitisme.

Pour la démocratie écologiste, contre l'État d'exception européen, la militarisation de l'Europe et les lobbies tous puissants.

Depuis les attentats de 2015 de nombreux gouvernements européens ont restreint les droits de la population, sous prétexte d'assurer la sécurité face au terrorisme. La conséquence de ce changement a été une redéfinition insidieuse de la frontière entre les pouvoirs de l'État et les droits des personnes. Une partie des États membres de l'UE ont adopté et mis en œuvre des vagues successives de mesures de lutte contre le terrorisme qui ont sapé l'État de droit, renforcé les pouvoirs exécutifs, mis à mal les garanties judiciaires, restreint la liberté d'expression et exposé l'ensemble de la population à la surveillance du gouvernement. Pierre après pierre, l'édifice de la protection des droits fondamentaux, construit avec tant de soins après la Seconde Guerre mondiale, a été démantelé. La peur, l'aliénation et les préjugés rognent progressivement la justice, l'égalité et la non-discrimination. Privés de souveraineté sur les politiques économique et sociale, les États n'ont plus que des stratégies sécuritaires.

Lutter contre l'État d'exception en Europe, c'est lutter **contre la militarisation des sociétés civiles et la surveillance de masse à travers le contrôle numérique de nos vies**. Partout, une surveillance administrative de masse prédictive, se met en place sans véritable débat démocratique. L'État de droit cède devant l'ère du soupçon.

Libérons l'Europe de la tutelle des Lobbies.

Si on prend tous les lobbyistes qui sont à Bruxelles, ONG, associations, syndicats inclus, on est à environ 35 000 professionnels, c'est-à-dire autant que le nombre des agents des trois institutions (*Commission, Parlement, Conseil*). Or les deux tiers des lobbyistes représentent les intérêts des multinationales et seulement un quart représente des associations et des ONG et 6 % représentent les syndicats des salariés. Cela se traduit par des propositions d'amendements législatifs qui sont rédigés par des lobbies principalement industriels et financiers., envoyés aux eurodéputés et souvent adoptés.



Nos exigences :

- Proclamation de la séparation de l'Europe et des lobbies : mesures d'urgence démocratique de protection de l'intérêt général contre toute ingérence des intérêts privés et la corruption : exclusion des lobbys du Parlement et des institutions européennes, interdiction du pantouflage et des conflits d'intérêts (*qui seront sanctionnés sur le plan pénal*), interdiction du cumul d'activités pour les assistants parlementaires comme pour les députés, transparence intégrale sur les délibérations et votes publics de toutes les instances européennes, dont les comités techniques.
- Éradiquer les conflits d'intérêts et garantir l'indépendance des agences européennes de contrôle des médicaments, de l'alimentation et de l'environnement, pour éradiquer les conflits d'intérêts et garantir leur indépendance.
- Protection absolue des lanceurs d'alerte : inscription du droit de publier en responsabilité des informations d'intérêt général, notamment sanitaires ou environnementales, et de la protection de ce droit, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Pour un axe euro-méditerranéen fort ; Contre l'impérialisme russe.

L'Europe n'est pas le centre du monde. Avec les BRICS, le déclassement géopolitique des États européens est avéré. Dans le nouveau monde, recentré sur le Pacifique, sur le face à face sino-américain, et sur un monde régenté par les intérêts financiers et industriels, les gouvernements européens n'ont plus prise sur les réalités. L'Europe actuelle est resté un nain politique qui est incapable de produire une seule position commune face aux USA ou face aux conflits du Moyen Orient et en Ukraine. Elle est devenue par défaut une branche de l'atlantisme et auxiliaire de l'OTAN. Nous devons construire un axe euro-méditerranéen fort.

Cependant, dans l'Europe actuelle, l'un des adversaires principaux est l'impérialisme russe qui veut reconstruire son Empire en organisant l'agression des peuples à sa périphérie (*Géorgie, Moldavie, États Baltes, Ukraine...*) L'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 après l'annexion de la Crimée et du Donbass a montré que Poutine était déterminé à mettre tout en œuvre pour imposer un nouvel ordre Grand Russe dans la région. Nous soutenons la résistance armée et non armée du peuple ukrainien et le rétablissement de sa



souveraineté sur tout son territoire tout en nous opposant à l'envoi de troupes de l'UE en Ukraine. L'Ukraine a besoin d'une aide concrète pas de postures militaristes comme celle de Macron.

Agir sans nuire, une politique étrangère pour la sécurité collective et garantir la paix

- Nous menons une politique étrangère dans le respect du droit international et des principes de la Charte des Nations unies, dont la souveraineté et l'intégrité territoriale de chaque pays.
- Nous respectons l'égalité des pays comme fondement de la coopération entre États.
- Nous faisons le choix de la **"sécurité collective"**, principe fondateur des Nations unies. Nous prôtons une politique positive, active et constructive en faveur de la paix.
- Dans la lutte pour la paix, une alliance offensive comme l'OTAN ne fait pas partie de la solution, mais du problème. Nous avons besoin d'autres structures basées sur le principe de la sécurité collective.
- Nous œuvrons à une architecture de sécurité commune sur le continent européen, en particulier par la relance des processus multilatéraux de désarmement.
- Une Europe écologiste gèlera les liens économiques avec l'État d'Israël tant que celui-ci ne respectera pas le droit international et les résolutions des Nations unies, mette fin au génocide de Gaza et à son régime d'apartheid à l'intérieur de ses propres frontières.
- Une Europe écologiste rompra avec l'accord d'Association UE Israël.
- Une Europe écologiste prendra des sanctions contre les régimes violant le droit international et les droits humains fondamentaux, en veillant à ne pas mettre davantage en danger les populations de ces régimes.
- Une Europe écologiste soutiendra activement les nations et les ethnies opprimées (*par exemple les Palestiniens, les Kurdes, les Sahraouis, les Rohingya...*) par le biais d'une aide humanitaire et diplomatique correspondant aux besoins et demandes de celles-ci.

Une Europe écologiste portera assistance aux populations dont la vie est directement menacée, y compris en prenant des mesures pour empêcher les régimes criminels de commettre des crimes de masse. Elle engagera des actions judiciaires rétroactives à l'encontre des responsables de la vente d'armes à des régimes criminels (*Arabie saoudite, Syrie, Égypte, Maroc, Turquie, Myanmar, Israël, Russie...*).



- Une Europe écologiste s'engagera en faveur d'un désarmement mondial. La France se conformera à ses obligations sur le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, notamment en mettant en œuvre les mesures pour le désarmement auxquelles elle s'est engagée en 2010.
- Une Europe écologiste créera une force de protection civile chargée d'intervenir, en cas de catastrophe naturelle et industrielle, à la demande des États concernés. Cette force sera financée par un prélèvement de 10% sur le fonds de solidarité européen.

Conclusion :

Depuis la fin des années 90, les peuples européens n'ont cessé de contester ces politiques menées au nom de l'Europe : mobilisations de salariés, de paysans, d'étudiants, rassemblements altermondialistes, désaveu des partis au pouvoir à chaque élection européenne, rejets référendaires en Irlande, au Danemark, "**non**" français et néerlandais de 2005 au traité constitutionnel européen, Brexit en Angleterre, "**mouvement des places**" des Indignés à Nuit Debout dans les années 2010, activisme anti validiste, les Gilets Jaunes étant le point d'orgue de cette résistance populaire.

Aujourd'hui, la montée de l'extrême droite et l'émergence d'un néofascisme de masse nous oblige à affronter ce problème à sa juste dimension, c'est-à-dire en tant que problème européen. Nous sommes engagés dans une course de vitesse contre la barbarie raciste et néofasciste.

Pour être efficace et répondre aux attentes de la population, la lutte antifasciste doit être organisée de manière unitaire et démocratique. Les citoyens et les citoyennes doivent organiser la lutte antifasciste et leur auto-défense eux-mêmes.

Pour être efficace à long terme, le combat antifasciste doit proposer une autre vision de la société, diamétralement opposée à celle proposée par l'extrême droite : C'est-à-dire, une société fondée sur la solidarité, la tolérance et la fraternité, l'anti-validisme, le refus du machisme, le rejet de l'oppression des femmes et le respect du droit à la différence de genre et sexualités, l'internationalisme et la protection scrupuleuse de la nature, la défense des valeurs humanistes et démocratiques.

Pour PEPS, ce projet c'est celui d'une Seconde Commune de Paris, c'est-à-dire à l'échelon européen, l'édification d'une Confédération Démocratique des Peuples d'Europe.



Pour une Europe des Peuples et du Vivant.
Justice sociale et écologique. Maintenant !

FACE A L'EUROPE DES NATIONS

L'EUROPE DE L'AUTOGESTION



CC10



<http://alternatives-et-autogestion.org>



PEPS
POUR UNE ÉCOLOGIE
POPULAIRE & SOCIALE

<http://confpeps.org>

Impression en France sur papier recyclé.



PEPS

POUR UNE ÉCOLOGIE
POPULAIRE & SOCIALE

Les cahiers de formation de PEPS

N°1: Comprendre, déconstruire, lutter contre l'écofascisme

Janvier 2024

N°2: Pour une Europe des Peuples et du Vivant.

Avril 2024

Justice sociale et écologique. Maintenant !

Retrouvez l'ensemble de nos cahiers en ligne en suivant ce lien : <https://confpeps.org/les-cahiers-de-formation/>



Nos coordonnées:



<https://confpeps.org/>



<https://www.facebook.com/ConfederationPEPS>



peps.confederation@protonmail.com



25 rue du moulinet 75013 Paris

